

Pouvoir d'emprunt

Qu'a dit le gouvernement de ces déficits pendant tout ce temps-là? Le 12 novembre 1981, l'ancien ministre des Finances, qui est aujourd'hui le vice-premier ministre (M. MacEwen), a déclaré que le déficit pour l'année financière 1981-1982 serait inférieur à celui de 9.8 milliards qu'il avait prévu un an auparavant. En réalité, le déficit l'an dernier a finalement atteint 13.6 milliards. Le ministre s'est trompé de 3.8 milliards, le 12 novembre 1981, quand il a donné ses prévisions pour l'année financière qui allait se terminer quatre mois plus tard. Pareille incompétence dépasse l'entendement.

L'ancien ministre a dit, à propos de la politique gouvernementale: «... j'estime que nous devons diminuer sensiblement notre déficit et nos besoins d'emprunt». Voilà ce que ce dissimulateur a affirmé au sujet de la politique du gouvernement, le 12 novembre 1981. Il a dit: «... j'estime que nous devons diminuer sensiblement notre déficit et nos besoins d'emprunt», mais contrairement à ses dires, le déficit a triplé et les besoins d'emprunt quadruplé. En dépit de cette déclaration de politique, le gouvernement est soit totalement et parfaitement malhonnête, soit totalement et parfaitement incompétent. Jamais, dans notre histoire, nous n'avons été témoins d'une telle incompétence.

M. Blenkarn: Ou les deux.

M. Crosbie: ... ou d'une telle malhonnêteté, ou les deux. Puis, nous avons eu la déclaration du 28 juin 1982. Écoutez cela, monsieur le Président, à la lumière de l'historique que je viens de faire. Il déclarait:

Le gouvernement ne peut consciemment accroître le déficit. Il doit réaffecter les ressources. Le plan d'action s'inscrira donc dans le cadre de l'actuelle politique monétaire et fiscale.

A cette époque, le déficit devait être de 19.6 milliards, mais il a augmenté de 7.6 milliards depuis. Il a dit: «Le gouvernement ne peut consciemment accroître le déficit», mais il est maintenant de 7.6 milliards plus élevé. Le gouvernement est condamné par ses propres paroles, écrites noir sur blanc, il y a juste huit mois.

Il disait encore:

Je me propose ce soir d'offrir aux Canadiens un moyen de mettre fin à la récession et d'accélérer nos progrès vers la reprise, par une action immédiate.

Quelle blague! Allez raconter cela aux 1,600,000 Canadiens qui sont actuellement en chômage. Voyons, par contre, ce que nous a dit, aujourd'hui, l'actuel ministre des Finances (M. Lalonde), cette créature qui refuse de faire preuve du moindre sens des responsabilités morales en démissionnant pour s'être rendu coupable de favoritisme avec M. Gillespie, comme nous l'avons découvert ces derniers jours. En ce qui concerne l'année financière 1983-1984, qui commencera dans un mois et demi, soit six semaines, il a dit:

... il est encore trop tôt pour prévoir le niveau de nos besoins financiers.

Donc, le ministre ne peut pas prévoir, un mois et demi avant la fin de l'année financière, quel pourra être le déficit. Cependant, il nous demande d'approuver les yeux fermés une augmentation de 14 milliards de dollars du pouvoir d'emprunt. Comment peut-il oser? Il le fait simplement parce que tout le monde s'en désintéresse. Personne ne s'en préoccupe. Tout le monde se fiche de notre situation financière. Personne ne comprend ce qu'est un déficit. Personne ne semble s'en préoccuper, les journalistes sont partis à la chasse aux papillons et ne s'intéressent pas aux débats de cette Chambre. Nous pourrions tout aussi bien disparaître, ne venir ici que pour la période des questions, une heure par jour, puis fermer boutique

pour le reste, étant donné le genre de stupidités que nous étudions.

M. Malone: C'est parce que Trudeau a tué le Parlement.

M. Crosbie: J'ai montré aux députés ce que le prédécesseur du ministre des Finances a dit en juin, mais lui nous dit maintenant, et je cite la page 13 de sa déclaration:

Le gouvernement du Canada s'est engagé à poursuivre son objectif à long terme de restriction systématique des dépenses en pourcentage du PNB...

Est-ce que les députés savent ce que le gouvernement va faire maintenant? Il dépense 26 p. 100 du produit national brut.

Vous, les Canadiens produisez les biens, les services et créez la richesse et il vous prend et il dépense 26 p. 100 de cette richesse. C'est ça qu'ils font, tout en ayant le culot de nous dire que leur objectif est la restriction systématiquement des dépenses en pourcentage du PNB.

Le ministre a ajouté: «Le gouvernement demeure également résolu à réduire systématiquement l'ampleur du déficit».

Quel tissu de mensonges! Le gouvernement ne s'efforce nullement de réduire systématiquement le déficit. Il ne le réduit absolument pas. Le déficit est passé de 10.5 milliards de dollars il y a quinze mois à 27.2 milliards aujourd'hui.

L'une des principales raisons pour lesquelles nous sommes dans le pétrin depuis plusieurs années, alors que sévit la récession et même la dépression, c'est que nous n'avons plus aucune marge de manœuvre. Le gouvernement s'est piégé lui-même, il s'est lié les mains en accumulant les déficits au cours de toutes les années précédentes. De sorte qu'au moment où le Canada a réellement besoin de financer la croissance à coup de déficits, ces fous, ces charlatans, ces scélérats s'aperçoivent qu'ils ont épuisé toutes nos ressources et qu'il n'est plus possible de financer un déficit.

J'ai en main un tableau qui montre l'évolution de nos déficits depuis dix ou douze ans. Commençons par l'année 1972-1973, alors que le génial John Turner était ministre des Finances; le déficit était alors de 999 millions de dollars. Chaque année, le déficit a augmenté, et à la fin de mars 1982, il avait atteint 13.6 milliards de dollars. Au cours de ces dix années, les choses allaient relativement bien au Canada, mais le gouvernement a accumulé des déficits totalisant 77 milliards. En conséquence, quand nous avons atteint la partie du cycle financier où il faut financer l'économie par le déficit budgétaire, le gouvernement avait déjà épuisé toute sa marge de manœuvre. Il n'arrive plus à stimuler l'économie. Nous en sommes maintenant à 27 milliards de dollars, et cela ne suffit même plus à stimuler l'économie. Le gouvernement laisse même entendre que le déficit pourrait être encore plus élevé l'année prochaine. Aux États-Unis, dont la population est dix fois supérieure à la nôtre, un tel déficit représenterait quelque 270 milliards de dollars. Voilà dans quelle situation désespérée nous sommes actuellement.

Tous ceux qui s'intéressent à la question des déficits gouvernementaux devraient lire le livre de Michael Walker, de l'Institut Fraser, sur le budget équilibré. Je lirai d'abord un passage tiré de la page 18:

Par conséquent, les conséquences des déficits gouvernementaux dépendent de la façon dont le gouvernement choisit de financer le manque à gagner. S'il augmente excessivement la masse monétaire, il y aura hausse de l'inflation. S'il choisit d'emprunter, il fera augmenter les taux d'intérêt et, en même temps, chassera du marché financier les investisseurs privés. Les conséquences de cette